



Des manifestations de masse contre le régime de Bouteflika en Algérie

Par [Will Morrow](#)

Mondialisation.ca, 09 mars 2019

[wsws.org](#) 8 mars 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Des centaines de milliers de personnes vont défiler en Algérie aujourd'hui 8 mars pour réclamer la chute du régime du président Abdelaziz Bouteflika, ce que l'on appelle une «marche de 20 millions d'hommes» sur les médias sociaux.

Depuis le 22 février, de plus petites manifestations ont eu lieu tous les jours, en particulier d'étudiants universitaires et de jeunes, la plus grande manifestation ayant eu lieu vendredi dernier, la traditionnelle journée de protestation coïncidant avec la prière hebdomadaire. Les manifestations se sont poursuivies, suite à l'annonce faite dimanche soir par le Front de libération nationale (FLN) que le président allait se présenter aux élections du 18 avril prochain, défiant toute demande de démission.

Bouteflika, 82 ans, qui est au pouvoir depuis 1999, serait dans un état critique et recevrait des soins dans un hôpital de Genève, en Suisse. Il est à toutes fins pratiques un cadavre politique, n'ayant pas pris la parole en public depuis 2013, date à laquelle il a subi un grave accident vasculaire cérébral, et est considéré comme une figure de proue symbolique pour les cercles internes du régime, qui repose sur les militaires et les services de sécurité. Ils cherchent à décider d'un successeur approprié et se sont engagés à ce que Bouteflika démissionne d'ici un an s'il est élu.

Les travailleurs commencent à intervenir par des grèves, sur lesquelles les syndicats cherchent à garder le contrôle. La fédération nationale des syndicats d'enseignants a voté mercredi, lors d'une réunion, le déclenchement d'une grève générale d'une journée à l'échelle nationale pour une semaine, le 13 mars, dans des conditions où les enseignants se joignent déjà aux étudiants pour manifester. La veille, les enseignants de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou ont organisé une réunion sur le campus et ont voté pour marcher sur la bibliothèque du campus avec les étudiants qui manifestaient.

La Confédération Syndicale Indépendante des Forces Productives (COSYPOF) a déposé mardi un avis officiel de grève de cinq jours du 10 au 14 mars, pour exiger que l'autorité électorale nationale disqualifie Bouteflika pour les élections. Le syndicat couvre les travailleurs du secteur de l'énergie ainsi que certains travailleurs de la santé. La plus grande fédération syndicale d'Algérie, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), est directement alliée au FLN et a déclaré son soutien au président.

Mardi, le chef d'état-major militaire, le général de corps d'armée Gaed Salah, a fait une déclaration à la télévision d'Ennahar, dans laquelle il a menacé que les militaires étaient

prêts à intervenir. Il a déclaré que l'armée «resterait le garant» de «la sécurité et de la stabilité», et a déclaré que les actions des militaires «dans l'éradication du terrorisme... ont déplu à certaines parties qui sont mécontentes de voir l'Algérie stable et sûre». Elle «érigerait un rempart contre tout ce qui pourrait exposer l'Algérie à des menaces imprévisibles».

Salah a menacé que l'armée ne permettrait pas un retour aux «années douloureuses» de la guerre civile 1992-2002 entre l'armée et les forces islamistes, au cours de laquelle 200.000 personnes ont été tuées.

Le régime a publié jeudi une nouvelle menace, publiant une lettre au nom de Bouteflika qui met en garde contre toute agitation sociale: «La rupture de cette expression pacifique par un groupe traître interne ou étranger peut conduire à la sédition et au chaos et aux crises et malheurs qui en résultent.»

Alors que les slogans des organisations impliquées dans les manifestations sont entièrement centrés sur la demande de retrait de Bouteflika, des questions sociales beaucoup plus larges animent les travailleurs et les jeunes dans les manifestations. Les conditions sociales dans le pays sont explosives. Plus des deux tiers de la population a moins de 30 ans, l'âge médian est de 28 ans et plus du quart des jeunes sont au chômage.

Cependant, les partis et organisations qui soutiennent actuellement les manifestations anti-Bouteflika ne sont pas moins hostiles que le régime Bouteflika lui-même à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs et des opprimés.

Ceux qui soutiennent les manifestations parlent au nom des factions dissidentes du régime et de celles de la classe moyenne supérieure et capitaliste algérienne insatisfaites du monopole du cercle restreint de Bouteflika, et qui veulent une redistribution du pouvoir et de la richesse dans la couche dirigeante.

Mouwatana, ou «Démocratie citoyenne», qui a été active dans l'organisation des manifestations via Facebook et est citée dans les médias internationaux comme un leader du «mouvement démocratique», a été fondée comme organisation faïtière en juillet 2018 par Ahmed Benbitour, ancien Premier ministre sous Bouteflika.

Le directeur national de Mouwatana est Sofiane Djilali, le président de Jil Jadid, qui est l'un des principaux partis du Mouwatana. Son programme, publié en 2017, est un appel à l'ouverture du régime. Elle manifeste clairement son hostilité à l'égard des intérêts des travailleurs, déclarant que les jeunes «ne travaillent qu'avec un minimum d'efforts pour gagner beaucoup d'argent». Il est difficile de les convaincre de s'en tenir à leur travail. Travailler peu et gagner beaucoup, c'est le slogan d'une grande partie de la jeunesse... »

Mouwatana a publié une nouvelle déclaration appelant à protester aujourd'hui pour exiger que Bouteflika et son premier ministre démissionnent.

Toutes les factions de la classe capitaliste sont terrifiées par tout mouvement dans la classe ouvrière. Un certain nombre de ministres du FLN au pouvoir ont annoncé leur démission ces derniers jours, calculant que Bouteflika devra être démis de ses fonctions afin de protéger le régime.

Les grandes puissances impérialistes surveillent de près la situation et interviennent sans aucun doute directement. Le pays est le troisième fournisseur de gaz de l'Europe, après la

Norvège et la Russie, et fournit la moitié de la demande de gaz de l'Espagne. Il possède les plus grandes réserves prouvées de gaz en Afrique du Nord. Le régime Bouteflika joue un rôle crucial dans les opérations de sécurité françaises et dans les efforts de l'Union européenne pour empêcher les migrants africains de fuir en Europe pour échapper aux conditions de vie causées par les guerres et l'oppression néocoloniale de l'impérialisme européen et américain.

Ces dernières années, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Algérie, ce qui suscite des inquiétudes en France et aux États-Unis. Mardi, le porte-parole du département d'État américain Robert Palladino a déclaré aux journalistes que « nous suivons ces manifestations qui se déroulent en Algérie. Nous allons continuer à le faire. Et je dirais que les États-Unis soutiennent le peuple algérien et son droit de se réunir pacifiquement. »

Mercredi soir, le ministre français des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a déclaré que « la stabilité, la sécurité et le développement de l'Algérie sont tout à fait essentiels » pour la France.

Le gouvernement Macron est tout à fait conscient qu'un mouvement de la classe ouvrière algérienne pourrait rapidement s'étendre à la France même, dans des conditions d'immense colère sociale, reflétée dans les protestations des Gilets jaunes. La France compte entre quatre et cinq millions de personnes d'origine algérienne, dont environ un demi-million d'immigrés nés en Algérie.

Will Morrow

Article paru en anglais, WSWWS, le 8 mars 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Will Morrow](http://www.willmorrow.com), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Will Morrow](http://www.willmorrow.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca